

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

**Compte-rendu de la réunion plénière de la CLI du CEA-ILL**

|                                   |                      |  |             |
|-----------------------------------|----------------------|--|-------------|
| <b>Date de la réunion</b>         | 15 mars 2021         |  |             |
| <b>Lieu de la réunion</b>         | Hôtel du Département |  |             |
| <b>Rédactrice du compte-rendu</b> | Ariane Pont          | <b>Date de diffusion du compte-rendu</b>   | 20 mai 2021 |

| <b>Participant</b> | <b>Fonction / collègue</b>  |
|--------------------|---|
| M. Back            | Ville de Grenoble (représente M. Piolle)                                |
| Mme Bonnamour      | Préfecture de l'Isère – Cheffe du bureau défense au SIACEDPC            |
| M. Causse          | Ordre des médecins de l'Isère - Représentant                            |
| Mme Chavanis       | Ville de Grenoble – pôle gestion des risques                            |
| M. Delcambre       | Ville de Saint-Egrève (représente M. Amadiou)                           |
| M. Dufour          | ASN Lyon – Chef de pôle LUDD délégué                                    |
| M. Estrade         | ILL – Chef de la division réacteur                                      |
| Mme Fréry          | ILL - Cheffe de la cellule Qualité, Sûreté, Risques                     |
| M. Gabelle         | SFEN (représente M. Burel, Président)                                   |
| Mme Gauthier       | ASN Lyon - Inspectrice  |
| M. Hervault        | ILL – Adjoint à la cheffe SRSE (représente Mme Petitrenaud)             |
| Mme Koskas         | ILL – Adjointe au chef de la division réacteur                          |
| M. Lauriot         | Union de quartier Grenoble Confluence - Président                       |
| M. Perrotin        | IRMa - Président  |
| M. Peyrin          | Président de la CLI, Vice-Président du Conseil départemental de l'Isère |
| Mme Pont           | Département de l'Isère - Cheffe du Service APOR, secrétaire de la CLI   |
| M. Roche           | ILL - Représentant CFDT   |
| M. Rogez           | Union de quartier Grenoble Confluence                                   |
| M. Tournebize      | CEA - Directeur adjoint   |
| Mme Vauquois       | ILL – service communication   |

**Excusés :**

Mmes Benech (Ville de Saint-Martin le Vinoux), Petitrenaud (cheffe SRSE, ILL)  
MM. Decarpentrie (ILL – CFDT), Savin (Sénateur de l'Isère)

|  |                                      |              |
|--|--------------------------------------|--------------|
| Créé le 15 mars 2021   | Créé par Ariane Pont                 | Version 1.0  |
| Direction de la performance et la modernisation du service au public | CR plénière CLI CEA-ILL 15 mars 2021 | Page 1 sur 6 |

## A l'ordre du jour

1. Accueil et introduction
2. Information sur le changement du directeur du centre et actualité rapide de la demande de déclassement de la STED
3. Point d'actualité / bilan d'activité 2020 et perspectives 2021
4. Bilan des contrôles ASN 2020 de l'ILL

Questions diverses

## COMPTE-RENDU

Le Président de la CLI, Jean-Claude Peyrin, remercie les personnes présentes à cette réunion plénière de la CLI du CEA-ILL, et se réjouit de la reprise des rencontres de la CLI en présentiel, dans le respect des mesures sanitaires nationales.

### **INFORMATION SUR LE CHANGEMENT DU DIRECTEUR DU CENTRE CEA-GRENOBLE ET ACTUALITE RAPIDE DE LA DEMANDE DE DECLASSEMENT DE LA STED**

M. Tournebize, directeur adjoint du CEA-Grenoble, fait un point d'information sur le changement de directeur du centre CEA et donne l'actualité de la demande de déclassement de la STED.

Le CEA a connu un changement de directeur au 1<sup>er</sup> janvier 2021 : le site de Grenoble accueille Monsieur Bruno Fégnier, qui se présentera lors d'une prochaine réunion plénière de la CLI.

#### **Actualité 2020 du site de Grenoble :**

Après échange avec l'ASN, le CEA a procédé au comblement du trou situé dans le périmètre de la Station de Traitement des Effluents et des Déchets (STED), au droit de la zone marquée radiologiquement au niveau de la nappe d'accompagnement Drac/Isère. Le grillage avertisseur a été installé, et le trou a été remblayé.

Pour les dossiers de déclassement et de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) : la 2<sup>e</sup> version du dossier de déclassement a été envoyée à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) en décembre 2019. En août 2020, un courrier de l'ASN a demandé des compléments sans remettre en cause le dossier, mais en demandant une complétude du document pour faciliter la compréhension des lecteurs (questions de clarification). La 3<sup>e</sup> version du dossier sera renvoyée à l'ASN en mai / juin 2021.

Suites : le dossier fera l'objet d'une nouvelle expertise de la part de l'ASN, qui décidera de sa recevabilité ou non, puis un avis de la CLI sera pris sur le dossier : à ce titre, le CEA fera une présentation complète du dossier aux membres de la CLI. Lors de cette présentation, le CEA propose au Président de la CLI de visiter le site du CEA (STED et exposition).

Réponse de M. Peyrin, Président de la CLI : la CLI honorera avec plaisir cette invitation lors d'une prochaine réunion plénière.

#### **Questions / réponses :**

Où en est le CEA sur la question du personnel et du maintien des compétences ?

Réponse de M. Tournebize, CEA : parmi les équipes qui ont travaillé sur le dossier de démantèlement, certains sont encore employés sur Grenoble, d'autres ont rejoint le site de Cadarache qui rassemble les activités nucléaires du CEA. L'équipe locale est réunie régulièrement,

|  |                                      |              |
|--|--------------------------------------|--------------|
| Créé le 15 mars 2021   | Créé par Ariane Pont                 | Version 1.0  |
| Direction de la performance et la modernisation du service au public | CR plénière CLI CEA-ILL 15 mars 2021 | Page 2 sur 6 |

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

mais la mémoire se perd un peu sur ce dossier : il est donc important que le déclassement intervienne rapidement.

Quand a démarré le démantèlement du site ?

Réponse de M. Tournebize, CEA : le projet a démarré en 2001, cela fait donc 20 ans qu'il se poursuit, même si l'activité n'a pas été linéaire puisque les premières années ont permis de préparer les travaux. Les opérations techniques ont débuté en 2008.

L'expérience de démantèlement du CEA peut-elle servir pour Fessenheim ?

Réponse de M. Tournebize, CEA : ces projets ne sont pas du tout de la même échelle, aussi sont-ils peu comparables. Toutefois, quand les opérations ont démarré, des salariés d'EDF sont venus sur le site (ex-CIDEN).

Pour former les nouveaux personnels, des binômes sont-ils prévus pour former les personnels ? La sous-traitance est-elle utilisée ?

Réponse de M. Tournebize, CEA : les opérations de démantèlement à proprement parler étant terminées depuis de nombreuses années, le site de Grenoble ne connaît pas de problématique d'intégration de nouvelles personnes sur ce sujet.

Complément d'information de M. Dufour, ASN : deux procédures se déroulent en parallèle sur ce dossier :

- une procédure de déclassement
- une procédure de Servitude d'Utilité Publique (SUP)

Deux sessions du collège des commissaires de l'ASN vont statuer sur les deux dossiers conjoints. Puis l'ASN émettra une décision de déclassement : l'installation retournera alors dans le domaine public ou privé (ici, celui du CEA). La mise en œuvre et la mémoire des SUP seront données à la compétence du Préfet. Une enquête publique sera lancée, les riverains pourront poser des questions et donner leur avis, d'où l'exigence de l'ASN d'avoir un dossier très clair pour les néophytes.

L'enquête publique sera-t-elle réservée aux riverains du Périmètre Particulier d'Intervention de 500m ou pas ?

Réponse de M. Dufour, ASN : l'enquête publique se fera sur le périmètre de l'emprise de la pollution (si pollution d'eaux souterraines, cela ira jusqu'au périmètre physique de la pollution par exemple). Une consultation de la CLI sera également lancée sur le projet de servitudes de restrictions d'usages (SUP).

La servitude inclut-elle le survol des zones sous servitude, par exemple avec un transport par câble ?

Réponse de M. Dufour, ASN : vu l'enjeu et la faible ampleur de la pollution du site, c'est a priori un non sujet.

Complément de M. Tournebize, CEA : le transport par câble prévu ne coupe a priori pas le site du CEA, mais passe sur la route, donc hors emprise du CEA. Le risque associé au marquage radiologique est bien résiduel, et l'exploitant assurera une surveillance appropriée.

Les nouveaux élus (Ville de Saint-Egrève, Ville de Grenoble) découvrent ce sujet : est-il possible de disposer d'un dossier qui présente le sujet ?

Réponse de M. Peyrin, Président de la CLI : le secrétariat de la CLI préparera un support et le soumettra à la vision du CEA, puis le transmettra aux élus de Saint-Egrève et Grenoble.

**ACTUALITE ILL 2020 ET PERSPECTIVES 2021**

M. Estrade, Directeur Associé Français et chef de la division réacteur de l'ILL, présente l'actualité du site en 2020 et les perspectives 2021.

*Cf. powerpoint joint*

|  |                                      |              |
|--|--------------------------------------|--------------|
| Créé le 15 mars 2021   | Créé par Ariane Pont                 | Version 1.0  |
| Direction de la performance et la modernisation du service au public | CR plénière CLI CEA-ILL 15 mars 2021 | Page 3 sur 6 |

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Pour mémoire, l'ILL est un institut de recherche financé par les Etats allemand, britannique et français, et 10 pays membres scientifiques comprenant un réacteur de 58 MW qui produit des neutrons pour la recherche sur la matière.

Plusieurs points ont été abordés :

- Fonctionnement et travaux
- Focus sur le réexamen de sûreté
- Requalification du bloc pile (ce qui contient les éléments combustibles)
- Evénements 2020 significatifs
- Inspections ASN
- Bilan des rejets (premiers résultats de 2020)
- Impact COVID sur l'installation et l'activité du site
- Perspectives 2021 du site

**Questions / réponses :**

Qui décide du niveau des événements ? l'essai de la pompe retardé de la voie A aurait pu être grave si l'ILL n'avait pas détecté l'erreur...

Réponse de M. Estrade, ILL : dans la graduation interne de l'ILL pour ce type d'événement, le niveau le plus bas est l'anomalie, puis l'écart, puis l'événement significatif. Sur ce sujet, l'ILL était déjà, en interne, au niveau de l'événement. Ensuite, l'ILL se réfère à l'échelle INES, qui repart sur des critères décidés par l'ASN : des questions techniques sur l'incident sont posées, et cela guide le niveau de classement final. Cette procédure de déclaration est applicable à tout exploitant.

Par rapport à la procédure, si une anomalie est détectée, de combien de temps dispose l'ILL pour évacuer son personnel ? Des procédures sont-elles prévues ?

Réponse de M. Estrade, ILL : dans une installation nucléaire, plusieurs événements sont redoutés, plus ou moins graves. L'exploitant met en place un PUI avec plusieurs niveaux de gravité, de l'incendie conventionnel jusqu'à l'accident radiologique grave. Selon ses scénarii, des fiches réflexes conduisent à une évacuation des personnels, du site, ou impact sur l'environnement. La Préfecture décide ensuite des mesures pour la population. Dans le PUI, une 20aine de critères déterminent la situation, et déterminent les réponses à apporter.

Pour la population autour, peut-elle être évacuée ?

Réponse de M. Estrade, ILL : quand il y a déclenchement du PUI, la Préfecture est prévenue et peut déclencher le PPI pour voir les mesures à prendre. Sur l'ILL, il s'agit de 300 personnes habitant à Fontaine, l'ILL peut aussi déclencher le PPI en phase réflexe, suivant certains critères définis avec la préfecture et communiquer directement aux habitants.

En ce qui concerne l'arasement du seuil du Drac, ces travaux ont une influence en termes de risques d'inondation : l'ILL est-il dans le périmètre PPRI (Plan de Prévention des Risques Inondation) du Drac ?

Réponse de M. Estrade, ILL : l'ILL est bien compris dans le périmètre du PPRI du Drac.  
Complément de M Tournebize, CEA : il reste un réacteur nucléaire sur la Presqu'île, celui de l'ILL, qui est indépendant du CEA. Au CEA, plus aucune installation n'est nucléaire. Il reste seulement la STED en tant qu'Installation Nucléaire de Base, en cours de déclassement.

Au sujet de l'installation de détritiation évoquée à l'ILL : s'agit-il d'une nouvelle installation ?

Réponse de M. Estrade, ILL : l'ILL a pris en 2004 la décision de ne plus maintenir cette installation en service. Quand l'Institut produit de l'eau lourde tritiée, son traitement se fait à l'extérieur du site par un contrat de prestation.

Concernant l'audit ISO, pourriez-vous donner des précisions sur cet audit ?

Réponse de M. Hervault (ILL), ILL : dans cet audit, la réglementation impose une conformité à la norme. Deux audits externes ont confirmé la conformité à l'ILL, de même qu'une inspection inopinée de l'ASN. Mais l'ILL n'est pas accrédité au sens ferme de la norme ISO.

|  |                                      |              |
|--|--------------------------------------|--------------|
| Créé le 15 mars 2021   | Créé par Ariane Pont                 | Version 1.0  |
| Direction de la performance et la modernisation du service au public | CR plénière CLI CEA-ILL 15 mars 2021 | Page 4 sur 6 |

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

**Le secrétariat de la CLI proposera un dossier rebouclé avec l'ASN, l'ILL et le CEA pour reprendre l'histoire des sites pour les nouveaux membres de la CLI. Si vous souhaitez être destinataire du dossier, merci de vous signaler auprès du secrétariat de la CLI à [secretariat.cli@isere.fr](mailto:secretariat.cli@isere.fr)**

## **BILAN DES CONTROLES ASN DE L'ILL EN 2020**

Mme Gauthier, de l'ASN – Division de Lyon, présente le bilan des contrôles ASN de l'ILL en 2020.  
*cf. powerpoint dédié*

Pour la collecte des eaux d'extinction, il existe dans l'industrie chimique des bassins de rétention : y a-t-il une réglementation qui impose une telle installation aux exploitants nucléaires ?

Réponse de Mme Gauthier, ASN : oui, c'est aussi le cas. Au sein du secteur industriel, le bâtiment d'un réacteur nucléaire est très particulier : il permet en tant que tel de collecter les eaux d'extinction. Se pose ensuite la question de leur gestion / évacuation. La disposition citée dans la présentation s'applique aussi aux autres bâtiments de collecte ou de déviation des eaux pluviales avant rejet dans l'environnement.

Par rapport aux bassins de rétention prévus pour l'ILL, quelle est leur contenance en m3 ?

Réponse de Mme Gauthier, ASN : actuellement, l'ILL n'a pas de bassin de rétention à proprement parler. La réglementation demande à l'exploitant une étude pour estimer le niveau d'eau nécessaire pour éteindre un incendie. Ensuite, cette étude sera prise en compte pour évaluer la contenance de la rétention à prévoir.

Complément de M. Estrade, ILL : le site de l'ILL comporte de nombreux bâtiments, le bâtiment réacteur bien sûr mais aussi beaucoup d'ateliers conventionnels. La réglementation impose cette étude pour tous les bâtiments, or l'ILL s'est concentré pour le moment sur les bâtiments avec un risque radiologique. L'extension de la rétention fera l'objet d'une étude, à l'aide de guides, et le résultat dépendra des calculs de la surface des bâtiments concernés et des activités réalisées à l'intérieur. L'ILL a estimé ce volume à 900 m3 pour récupérer ces eaux (pour comparaison, ce volume est environ celui d'une grande piscine municipale).

Concernant la radioprotection des travailleurs, est-ce que le changement de réglementation renforce ou met à mal leur protection ?

Réponse de Mme Gauthier, ASN : la réglementation va effectivement changer des éléments : par exemple, la « personne compétente en radioprotection » (PCR, pierre angulaire de la radioprotection, qui détermine les risques d'exposition selon les produits radioactifs présents) va pouvoir laisser place à une nouvelle organisation. Le décret de 2018 modifie le fait de faire reposer sur cette seule personne la responsabilité de la radioprotection, et introduit la notion de « pôle de compétences ». Le décret intègre le risque radiologique comme faisant partie de tous les risques auxquels peuvent être exposés les travailleurs (ex. risque électrique, chute de hauteurs). La radioprotection n'est donc plus un domaine à part, mais intégré à la démarche de maîtrise des risques de l'employeur de manière consolidée et intégrée. A ce titre, elle doit apparaître dans le document unique de maîtrise des risques de l'exploitant.

Auparavant, l'employeur réalisait des contrôles techniques de radioprotection sous sa responsabilité et des organismes habilités venaient en complément contrôler la maîtrise de ce risque. Avec le pôle de compétences, une partie de la responsabilité de ces contrôles externes pourra relever de l'exploitant : le pôle de compétence gèrera certains des contrôles techniques actuellement confiés aux organismes. L'inspection de l'ASN a rendu des conclusions mitigées car l'ILL n'a pas encore intégralement décliné cette nouvelle organisation, mais ce changement ne sera pas de nature à induire une moins bonne protection des travailleurs.

Complément de M. Estrade, ILL : attention, même dans l'organisation actuelle, il n'existe pas qu'une seule personne compétente en radioprotection à l'ILL. Mais une personne a en charge la

|  |                                      |              |
|--|--------------------------------------|--------------|
| Créé le 15 mars 2021   | Créé par Ariane Pont                 | Version 1.0  |
| Direction de la performance et la modernisation du service au public | CR plénière CLI CEA-ILL 15 mars 2021 | Page 5 sur 6 |

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

coordination de la maîtrise de ce risque particulier. Chaque intervention en zone contrôlée est estimée en termes de doses, et l'ILL opère une déclinaison précise de la démarche ALARA<sup>1</sup>.

Existe-t-il une bonne rotation des matériels de protection des personnels ?

Réponse de Mme Gauthier, ASN : lors de l'inspection, l'ASN n'a pas trouvé d'écart à l'ILL par rapport à la réglementation sur ce sujet.

Pour la radioprotection : combien de personnes seront intégrées à ce pôle de compétence ?

Réponse de Mme Gauthier, ASN : la modification vise à mettre en place une équipe responsable plus qu'une responsabilité individuelle.

Compléments de M. Dufour, ASN : l'une des demandes de suites de l'ASN après l'inspection était une mise à jour des dispositions réglementaires : l'ASN pourra faire un nouveau point d'information sur ce sujet lors de la prochaine réunion de la CLI.

***Le Président et les membres de la CLI remercient les présentateurs pour la clarté et la concision des interventions, qui ont laissé une large place aux échanges.***

## **QUESTIONS DIVERSES**

Pas de questions

**L'ordre du jour ainsi que les questions étant épuisés, le Président de la CLI remercie les participants et déclare la réunion de la CLI close.**

**Le Président de la CLI**



**Jean-Claude Peyrin**

---

<sup>1</sup> Démarche ALARA : Le principe ALARA (« As Low As Reasonably Achievable ») consiste à mettre en œuvre les actions de protection les plus efficaces jugées « raisonnables » quels que soient les niveaux d'exposition. L'application de ce principe soupèse, d'une part, les ressources de protection et d'autre part le niveau de protection pour aboutir à la meilleure protection possible eu égard les conditions économiques et sociales. (source : asn.fr)

|  |                                      |              |
|--|--------------------------------------|--------------|
| Créé le 15 mars 2021   | Créé par Ariane Pont                 | Version 1.0  |
| Direction de la performance et la modernisation du service au public | CR plénière CLI CEA-ILL 15 mars 2021 | Page 6 sur 6 |